bourgeoisie ne seront disposées à envisager une solution bonapartiste incarnée par Mitterrand que lorsqu'il aura prouvé sa capacité à utiliser à son profit comme en 1965, la force d'un PCF réduit à un rôle d'otage. L'accord PS-PC change dans un premier temps le rapport de force et retire temporairement à Mitterrand les soutiens de droite défiants qu'il escompte regagner dans la perspective des présidentielles de 1976.

6) L'accord PS-PC constitue le point de rencontre de deux programmes réformistes portés par des partis qui ont des projets distincts. La direction du PCF était contrainte d'apporter, de concrétiser une solution politique face aux exigences d'un mouvement ouvrier combatif. La grève générale de 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie, la croissance des organisations révolutionnaires, nécessitaient une telle initiative. La limitation par l'Etat fort du jeu parlementaire la perte d'audience dans la classe ouvrière, ont contraint les dirigeants de la vieille SFIO à comprendre que la bourgeoisie n'aurait jamais plus intérêt à leur confier le pouvoir. Sans perspective gouvernementale crédible, le PS partait à la dérive. La débâcle électorale de Deferre en 69 ne laissait que deux possibilités de survie : ou bien une alliance avec le centre permettant de constituer une solution de rechange à l'UDR, mais la polarisation politique actuelle rendait l'opération trop aléatoire, le centre apparaissant, de la candidature Poher à la croisade de JJ-SS, comme un pôle trop fragile pour la bourgeoisie inquiète de l'effritement de l'UDR.

Ou bien une alliance avec le PCF avec l'espoir de reconquérir dans certaines couches hautement qualifiées du prolétariat et dans les couches moyennes une base sociale plus large. L'abandon de FO au profit de la CFDT est un élément de ce projet. Pour tenter cette opération de renflouement la SFIO accepta quasi-unanimement l'opération de Mitterrand, et sa droite majoritaire laissa à la gauche la charge de l'élaboration programmatique, pour le programme du parti comme pour le programme commun.

Le signature du programme commun permet donc de redorer son blason, de se renforcer vis-à-vis du PC et de préparer les présidentielles de 76 où Mitterrand bénéficierait dans la classe ouvrière de la caution liée aux campagnes de 65 et 73. Il pourrait alors utiliser la constitution gaulliste de 58, qui confère au président un poste d'arbitrage lui garantissant une indépendance relative envers ses alliés, et empocher ainsi au second tour les voix centristes.

Si l'accord PS-PC n'est pas dans l'immédiat une solution acceptable pour la bourgeoisie, en raison de la dynamique sociale qui peut s'y engouffrer, il prépare dans l'optique des dirigeants PS, aux prix de risques certains, l'opération bonapartiste de Mitterrand qui peut devenir une solution pour 76.

7) Les contradictions d'un tel jeu sont multiples. Un échec des listes PS en 73 renforcerait la droite de ce parti qui pourrait alors ouvrir la bataille pour la rupture avec le PC au profit d'une alliance avec les centristes. Le PS risquerait alors de connaître une nouvelle scission:

Ici deux versions possibles ont été discutées par les camarades qui ont participé à l'amendement du texte. La première, majoritaire à 13 voix contre 11 parmi les camarades considérés était la suivante :

« Parti composite par les courants qu'il rassemble comme par les projets qu'il renferme, le PS, même s'il peut être encore défini comme un parti ouvrier bourgeois, se caractérise principalement pour nous aujourd'hui par la fonction qu'il joue dans le mouvement ouvrier à travers son alliance avec le PCF ».

La version qui a recueilli 11 voix est la suivante :

« Parti composite par les courants qu'il rassemble comme par les projets qu'il renferme, le PS ne peut être défini aujourd'hui ni comme un parti bourgeois, ni comme un parti ouvrier bourgeois du fait de la faiblesse de son implantation ouvrière. L'essentiel pour nous est la fonction que, incapable de se recomposer sur le seul terrain parlementaire réduit par l'Etat fort, il joue dans le mouvement ouvrier à travers son alliance avec le PC »

Par sa politique, le PC cherche à accréditer auprès des travailleurs le PS comme force indispensable de la transformation sociale, indépendamment de son implantation réelle. Dès 1965, les travailleurs votaient en masse pour Mitterrand. Si l'on considère donc le caractère contradictoire et transitoire du PS, l'accord PS-PC n'est pas un accord de type Front Populaire qui mettrait le PC à la remorque d'un parti bourgeois. Pour la première fois il est même obligé d'entrouvrir une perspective socialiste.